

Groupe de travail sur l'Examen périodique universel – 19^{ème} session

Intervention de l'Irlande sur l'examen de la Côte d'Ivoire

29 avril 2014

L'Irlande souhaite la bienvenue à la délégation de la Côte d'Ivoire et la remercie pour sa présentation.

L'Irlande note des développements positifs depuis le premier examen, en particulier la ratification par la Côte d'Ivoire du Statut de Rome sur la CPI en 2013.

Alors que nous accueillons favorablement l'établissement de la Commission d'Enquête Nationale ainsi que la récente décision du Président de proroger le mandat de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, l'Irlande est très préoccupée par la persistance de manquements en matière de reddition de comptes pour violations graves des droits de l'homme commises pendant la crise post électorale en 2010, des rapports indiquant que seules les personnes associées à l'ancien régime ont, à ce jour, été poursuivies. Le règlement des questions d'impunité et de justice équitable sont centrales à une réconciliation nationale. L'Irlande **recommande** que la Côte d'Ivoire assure une approche équitable et impartiale de l'administration de la justice de façon à ce que tous les auteurs de crimes violents soient poursuivis, quel que soit leur milieu politique, tribal ou religieux.

L'Irlande reste également préoccupée par les rapports continus faisant état d'une forte prévalence de la violence sexuelle et celle basée sur le genre. L'Irlande **recommande** que la Côte d'Ivoire entreprenne une campagne juridique et culturelle globale de sensibilisation sur la violence sexuelle et celle basée sur le genre, y compris sur des questions telles que le viol, le mariage forcé, les mutilations génitales féminines et la violence domestique.

Universal Periodic Review working group – 19th session

Statement by Ireland on the review of Côte d'Ivoire

29 April 2014

Ireland welcomes the delegation of Côte d'Ivoire and thanks it for its presentation.

Ireland notes the positive steps taken by Côte d'Ivoire since its first review, in particular its ratification of the Rome Statute to the ICC in 2013.

While we welcome the establishment of the National Commission of Inquiry and the recent decision by the President to extend the mandate of the Dialogue, Truth and Reconciliation Commission, Ireland is gravely concerned as to persisting accountability gaps in addressing serious human rights abuses committed during the post-election crisis in 2010, with reports that only persons associated with the former regime have, to date, been held to account. Addressing such questions of impunity and equitable justice are central to national reconciliation. Ireland **recommends** that Côte d'Ivoire ensure an equitable and impartial approach to the administration of justice so that all perpetrators responsible for violent crimes are held to account, irrespective of their political, tribal or religious background.

Ireland also remains concerned at continuing reports of a high prevalence of sexual and gender based violence. Ireland **recommends** that Cote d'Ivoire undertake a comprehensive legal and cultural awareness raising campaign on sexual and gender-based violence including issues such as rape, forced marriage, female genital mutilation and domestic violence.